



De nos correspondants en Palestine (Issa El Shattleh - PPP) et en Israël (Ephraïm Davidi – coalition Hadash)

Conférence internationale en Israël pour une zone exempte d'armes nucléaires et de destruction massive au Moyen-Orient Haïfa - 5 et 6 décembre

La question de la politique nucléaire et de la nécessité d'en discuter ouvertement est devenue un enjeu capital dans le monde aussi bien qu'en Israël. Paradoxalement, le fait que le gouvernement d'Israël et ses différents appareils se soient focalisés sur la politique nucléaire de l'Iran a remis en débat la question d'une politique nucléaire dans tout le Moyen-Orient, y compris en Israël lui-même.

La communauté internationale a reconnu que la question nucléaire, comme celle des armes de destruction massive en général (ADM), n'est pas que l'affaire intérieure d'un État, mais qu'elle a des implications allant bien au-delà des frontières nationales et géographiques, et par conséquent, qu'elle exige une attention internationale.

Différentes initiatives internationales pour l'abolition des armes nucléaires et autres armes de destruction massive relèvent de cette démarche. Par exemple :

1 – Les grandes avancées sur la question du démantèlement de l'arsenal d'armes chimiques en Syrie et l'engagement d'appliquer la résolution du Conseil de sécurité en coopération avec le gouvernement syrien.

2 – Le nouveau discours officiel iranien, modéré, sur la politique nucléaire de l'Iran, et l'engagement du président iranien Ruhani de coopérer avec la communauté internationale pour promouvoir une zone sans armes nucléaires au Moyen-Orient.

Ces deux évolutions ont créé les conditions favorables d'un effort pour briser le mur d'indifférence érigé par l'establishment israélien afin de bloquer le débat public sur l'arme nucléaire et les armes de destruction massive au sein d'Israël.

Il existe un large soutien international, y compris parmi les peuples du Moyen-Orient et les forces progressistes en Israël, pour une mise en œuvre immédiate de la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies de mai 2010. Cette résolution recommande la convocation d'une conférence internationale à Helsinki sous les auspices des Nations-Unies afin de promouvoir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, sur la base de l'adhésion de tous les pays de la région – y compris d'Israël – au [Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires \(TNP\)](#) et au [Traité sur l'interdiction des armes chimiques](#) et sur la base de la participation de tous les États du Moyen-Orient à cette conférence.

Israël a été le seul pays au Moyen-Orient à prendre la décision de boycotter la conférence Helsinki. En conséquence, la conférence a été annulée. Lors d'une conférence internationale alternative, organisée par des organisations pacifiques en Finlande en décembre

dernier, et à laquelle participait le ministre finlandais des Affaires étrangères, le représentant de l'Institut Emil Touma de Haïfa concluait : « *Si l'Israël officiel ne vient pas à Helsinki, il appartiendra aux forces de paix et progressistes, d'Israël et de l'étranger, d'amener Helsinki à Israël* ». De là est née l'idée d'une conférence internationale en Israël même, dans le but de renforcer l'exigence d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Une telle conférence viendrait dans le prolongement des nombreuses années d'actions militantes dans cet objectif.

Le regroupement d'organisations œuvrant pour la paix et la défense des droits de l'homme à l'étranger, et le soutien de plus en plus fort chez les forces de paix et de progrès au sein d'Israël, pourraient faire qu'une telle conférence soit une étape dans la lutte pour le désarmement nucléaire au Moyen-Orient. Qu'elle soit une alternative véritable et viable aux projets de guerre, et aux appels à une agression catastrophique contre l'Iran.

Estimant que le moment est venu d'intensifier la campagne en Israël pour la suppression des ADM dans la région, nous avons mobilisé un large éventail de militants et de représentants des forces de paix, des organisations de défense des droits de l'homme et des organisations de la société civile. Estimant que le moment est venu d'intensifier la campagne, en Israël, sur les questions du désarmement nucléaire et des ADM, et estimant que la sécurité des citoyens d'Israël et des peuples de la région ne sera pas assurée par un stockage de bombes nucléaires et d'armes de destruction massive, et pas davantage par des guerres désastreuses, mais au contraire, par le désarmement, et par une paix juste, nous avons annoncé la formation d'une commission préparatoire à une conférence internationale, en Israël (à Haïfa), avec comme titre : « *Pour un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive* ».

Une commission préparatoire à la conférence, composée d'éminentes personnalités de la société civile s'est réunie.

La commission a décidé de tenir la conférence à Haïfa, les 5 et 6 décembre prochain, avec une traduction simultanée en anglais et en hébreu. En outre, il a été examiné la possibilité d'une seconde session qui se réunirait le 7 décembre à Ramallah, et à laquelle pourront participer les organisations palestiniennes et arabes de toute la région. Un programme détaillé sera diffusé en temps utile. Nous avons pris des contacts avec plusieurs personnalités renommées pour qu'elles participent à cette initiative ou y interviennent par vidéo. Entre autres, avec le professeur Ada Yonath, lauréate du Prix Nobel, le professeur Noam Chomsky, le Président Carter et l'archevêque Desmond Tutu.

La politique de la commission préparatoire concernant les conférenciers et les participants est d'être aussi inclusif que possible et d'englober toutes les personnalités israéliennes ou internationales qui soutiennent la destruction des ADM au Moyen-Orient, quelle que soit leur orientation politique. Nous avons lancé un appel aux organisations de paix et aux organisations des droits de l'homme, aux membres du mouvement antinucléaire et à toutes celles et ceux qui s'opposent aux AMD dans le monde en général et en Israël en particulier, pour soutenir la conférence et y participer. Nous avons pris ces initiatives afin de sortir des graves inquiétudes pour la sécurité et l'avenir de tous les peuples de la région, notamment tous les citoyens d'Israël.

Avec notre gratitude et nos bons vœux,

Issam Makhoul
Président de l'Institut Emil Touma pour les
Études palestiniennes et israéliennes
Issam_makhoul@yahoo.com

Avraham Burg
Ancien président de la Knesset
Ancien député
avrumburg@gmail.com

Signataires :

Au nom de la commission préparatoire de la conférence internationale en Israël « Pour une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient » :

Député Dr. Dov Khenin, ancien député Pr. Naomi Chazan, Pr Coman Altman, Dr Ruchama Marton, directeur et fondateur de Médecins pour les droits de l'homme (PHR), Dr Hatim Kanaaneh (PHR), Gideon Spiro, journaliste et vieux militant du mouvement pour une zone exempte d'armes nucléaires, chimiques et biologiques, Aida Touma-Sliman, directrice de Femmes contre la violence (WAV), militante de l'organisation pour le désarmement nucléaire, Dr Dani Filc, Dr. Ahmad Masarweh (PHR I), Dr Efraim Davidi, Dr Ofer Cassif, Dr John Assi (droit international), Michel Warschawski, ancien député Mossi Raz, ancien président de la Knesset Avraham Burg, et ancien député Issam Makhoul, président de l'Institut Emil Touma pour les Études palestiniennes et israéliennes